



2018



RAPPORT ANNUEL

SONAR-IARD
*On n'est jamais leader
par hasard !*



www.sonar.bf



GCR GLOBAL CREDIT RATING CO.
Local Expertise • Global Presence

Solidité Financière Note A+ (Stable)

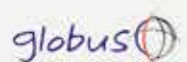


Certifié ISO 9001 : 2015

Membre du réseau
international



Membre du réseau
Panafricain d'assurance





Oubliez les tracas
en cas de panne ou d'accident !

Assurance **TOP ASSISTANCE** «MOBILITÉ GARANTIE !»

TOP Assistance vient en appui à l'assurance automobile en cas d'accident ou de panne immobilisant le véhicule de l'assuré. Ce produit a pour objectifs de subvenir aux frais d'assistance et de permettre aussi à l'assuré d'être toujours mobile même quand son véhicule est immobilisé.

Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD

Siège 284, Av. de Loudun - 01 BP 406 Ouagadougou 01 - Tél. : +226 25 49 69 00
Fax : +226 25 30 89 75 - Courriel : iard@sonar.bf - Site web : www.sonar.bf



SOMMAIRE

ORGANIGRAMME

4

I. RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2018	6
1. La situation comptable et financière de l'entreprise au 31 décembre 2018	8
2. Les perspectives de développement et l'évolution prévisible notamment en matière de continuation de l'activité de la société	21
3. Évolution de la situation de la trésorerie et le plan de financement/placement	22
4. Évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date du rapport de gestion	23
Conclusion	24
Annexes au rapport de gestion	25
II. RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES	36
III. RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES	39
IV. RÉOLUTIONS COMPTES - EXERCICE 2018	41

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SONAR-IARD



Piga Prosper TAPSOBA

*Président du Conseil
d'Administration*

ADMINISTRATEURS

Monsieur Denis OUÉDRAOGO
Monsieur Mamadou ZERBO
Monsieur N.Sévérin SEBGO
Monsieur Appolinaire COMPAORÉ
Monsieur Hichem GHANMI
Monsieur Aboubakre DIALLO
Monsieur Joanny Evence OUÉDRAOGO
Monsieur Paul Ismaël OUÉDRAOGO
Monsieur Martin ZIGUÉLÉ

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE SONAR-IARD



Denis OUEDRAOGO

Directeur Général



Mamadou ZERBO

Directeur Général Adjoint



Justice K. KAMBOU

*Directeur de l'Audit Interne
et du Contrôle de Gestion*



Issa KONSEIGA

*Directeur Comptable
et Financier*



Jean-Marie Vianney BEYI

Directeur de la Production



Emmanuel BADOLO

*Directeur des Ressources
Humaines et Logistiques*



Brice Hippolyte HIEN

Directeur de l'Informatique



Abdou Hasine SALIA

*Directeur des Sinistres
et du Contentieux*



Adama ZOUNGRANA

*Directeur Commercial
et Marketing*



Calixte OUÉDRAOGO

*Directeur de SONAR
Bobo-Dioulasso*



A. Jean-Marie WOBA

Inspecteur du Portefeuille



Siguibou Marcel YAMÉOGO

Directeur Santé Groupe Laafi

I. RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2018

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Au titre de l'exercice 2018, nous avons l'honneur de soumettre, à votre examen et approbation, le présent rapport de gestion portant sur :

- la situation de l'entreprise durant l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;
- les perspectives de développement et de continuation de l'activité ;
- l'évolution de la situation de la trésorerie et le plan de financement ;
- les événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice.

L'exercice 2018 s'est déroulé dans les contextes principaux ci-dessous rappelés :



AU NIVEAU MONDIAL ET AFRICAIN

- La croissance mondiale est estimée en 2018 à 3,7%⁽¹⁾ ;
- L'année 2018 s'est soldée par le premier repli du prix du baril de pétrole en trois ans, selon Reuters, que certains analystes expliquent par la guerre commerciale qui tend à freiner la croissance économique mondiale et la demande de pétrole, et par un autre facteur qui a été l'annonce d'un nouveau record de la production pétrolière des États-Unis en octobre 2018, à plus de 11,5 millions de barils par jour ;
- La croissance économique de l'Afrique continue de se renforcer, atteignant 3,5 % en 2018, avec des disparités régionales, mais reste insuffisante pour réduire le chômage et la pauvreté.⁽²⁾



AU NIVEAU DU SECTEUR DES ASSURANCES AFRICAINES

- L'année 2018 qui a été une année charnière pour la mise en conformité au règlement CIMA en matière de capital social et de fonds propres a connu beaucoup de tentatives de rapprochement capitalistique abouties et non abouties et qui vont se poursuivre en 2019 ;
- La 42^{ème} assemblée générale annuelle de la FANAF s'est tenue en Février 2018 à Kigali, au Rwanda, sous le thème : « L'assurance africaine à l'épreuve des disruptions » ;
- Les États Généraux de l'assurance se sont tenus à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 7 au 10 mars 2018 ;
- Divers règlements ont été pris en 2018 par la CIMA, notamment le règlement modifiant et complétant le régime du contrat d'assurances, le règlement portant sur l'affichage des frais de primes des contrats d'assurance-VIE ou de capitalisation, le règlement d'application du règlement portant sur le capital social minimum des sociétés d'assurances et du fonds d'établissement des sociétés d'assurances mutuelles.

1. Source : Prévisions de l'édition d'octobre 2018 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) du FMI, Janvier 2019

2. Rapport Les perspectives économiques de l'Afrique (publié par la Banque Africaine de Développement, janvier 2019).

AU NIVEAU DU BURKINA FASO



- La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a estimé le taux de croissance économique du Burkina en 2018 à 6,6% contre 5,9% en 2017 malgré une situation sécuritaire difficile ;
- Le pays a vécu des actes terroristes tout au long de l'année 2018 en diverses zones du pays avec un coût humain très important, un impact sur le renforcement de l'attentisme des investisseurs et un coût sécuritaire élevé pour l'État et le secteur privé ;
- Le marché de l'assurance présente, en 2018, selon les données provisoires de l'APSAB, un chiffre d'affaires global de 82,93 milliards de FCFA en croissance de 10,63% contre 13,60% en 2017 ;
- Le chiffre d'affaires de l'assurance NON-VIE est de 49,30 milliards de FCFA en croissance de 5,43% contre 6,87% en 2017 ;
- Le chiffre d'affaires de l'assurance-VIE est de 33,63 milliards de FCFA en croissance de 19,25% contre 27% en 2017.

AU NIVEAU DU GROUPE SONAR



- Selon les données provisoires de l'APSAB, les deux sociétés du Groupe SONAR se positionnent en première place en termes de chiffre d'affaires dans leurs branches respectives.
- La SONAR-IARD détient 20,30% du chiffre d'affaires provisoire du marché NON-VIE en 2018.
- La SONAR-VIE détient 28,91% du chiffre d'affaires du marché VIE.
- L'agence de notation financière Global Credit Rating a attribué, en octobre 2018, la « Note A + avec Perspective stable » à SONAR-IARD, qui est une amélioration comparée à la « Note A avec perspective positive » obtenue en 2017. Cette notation en 2018 est la 10^{ème} notation consécutive volontaire de SONAR-IARD depuis 2009.
- L'agence de notation Bloomfield Investment Corporation a attribué à la filiale SONAR-VIE, pour sa première notation volontaire en 2018, la note A1 (court terme) avec perspective stable et A(long terme) avec perspective stable. Cette agence de notation est la première agréée par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers(CREPMF) dans la zone UEMOA.
- Le passage réussi de la SONAR-IARD pour sa certification, de la version 2008 à la version 2015 de la norme ISO 9001.
- Le démarrage en 2018 du processus de certification de la SONAR-VIE à la norme ISO 9001 Version 2015 pour lui permettre de se soumettre à l'audit de certification en 2019.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Après ce rappel du contexte général dans lequel la SONAR-IARD a conduit ses activités durant l'année 2018, nous vous invitons à parcourir le résumé des données techniques, comptables, financières ainsi que la proposition d'affectation de résultat de l'exercice clos au 31/12/2018.

1. La situation comptable et financière de l'entreprise au 31 décembre 2018

La SONAR-IARD a terminé l'année 2018 avec :



un chiffre d'affaires
de **10 009 904 658 FCFA**
en baisse de **17,63%**
par rapport à 2017 ;



une charge de sinistres
de **4 596 692 886 FCFA**
contre 3 256 076 978 CFA en 2017,
soit une hausse de **41,17%** ;



des frais généraux décaissables
de **4 384 893 162 FCFA**
en hausse de **2,92%**
dont commissions : 1 339 116 309 FCFA ;



des amortissements
et provisions
de **696 265 923 FCFA** ;



un résultat brut
d'exploitation bénéficiaire
de **1 359 198 498 FCFA** ;



un bénéfice net
de **976 388 753 FCFA**.

Les commentaires de ces chiffres se présentent comme suit :

1.1. RECETTES

(Crédit du Compte d'Exploitation Générale)

1.1.1. Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'affaires 2018, toutes branches confondues, s'établit à 10 009 904 658 FCFA contre 12 152 199 132 FCFA en 2017, soit un repli de 17,63% et un taux d'exécution budgétaire de 74,50%, comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Comparatif des chiffres d'affaires 2017 ET 2018

BRANCHES	CHIFFRE D'AFFAIRES 2017	PRÉVISIONS 2018	CHIFFRE D'AFFAIRES 2018	TAUX DE RÉALISATION (%)	VARIATION 2018/2017 (%)
● AUTOMOBILE	3 889 388 908	4 238 076 794	3 912 354 399	92,31	0,59
● INCENDIE ET MULTIRISQUES	1 121 560 833	1 117 023 467	1 280 275 201	114,61	14,15
● TRANSPORT	1 002 794 838	1 237 485 931	1 065 291 380	86,09	6,23
● RISQUES DIVERS	5 837 720 535	6 578 282 667	3 582 257 168	54,46	-38,64
dont					
Maladie	2 901 516 375	2 745 167 881	2 340 943 387	85,28	-19,32
RC Générale	465 094 742	441 099 103	368 220 455	83,48	-20,83
Individuelle	130 568 119	102 953 946	121 825 148	118,33	-6,70
Autres risques	2 340 541 300	3 289 061 736	751 268 177	22,84	-67,90
Total ass. directe	11 851 455 114	13 170 868 858	9 840 178 147	74,71	-19,97
● ACCEPTATIONS	300 744 018	266 000 000	169 726 492	63,81	-43,56
Total général	12 152 199 132	13 436 868 858	10 009 904 639	74,50	-17,63

L'analyse par branche se présente comme suit :

AUTOMOBILE :

La branche Automobile a enregistré un chiffre d'affaires en 2018 de 3 912 354 399 FCFA, en hausse de 0,59% par rapport au montant de 3 889 388 908 FCFA réalisé en 2017. Le taux de réalisation budgétaire est de 92,31%.

Cette contre-performance modérée s'explique par la conjugaison de plusieurs facteurs dont les plus significatifs sont :

- la perte de certaines polices ;
- l'effet des émissions anticipées de certaines polices ;
- les difficultés traversées par certaines agences générales avec le départ de leurs collaborateurs ;
- la souscription de nouvelles affaires à travers le renforcement du partenariat avec les courtiers ;





- les performances réalisées par certains agents généraux, courtiers, siège et bureaux directs ;
- l'explosion de la sous tarification et la non-application des dispositions de l'article 13 du code CIMA par la concurrence ;
- le recul du niveau de collaboration avec certains intermédiaires qui n'ont pas été rigoureux dans le reversement des primes et la faiblesse de nos conditions de motivation ;
- le recours presque systématique aux appels d'offres.



INCENDIE ET MULTIRISQUES :

Avec un chiffre d'affaires de 1 280 275 201 FCFA en 2018, la branche Incendie et Multirisques a connu une progression de 14,15%, soit un supplément de production de 163 251 734 FCFA. Cette évolution, malgré la baisse de certaines primes, s'explique par l'acquisition de nouvelles affaires. Le taux de réalisation budgétaire est de 114,61%.



TRANSPORT :

La branche Transport clôture l'exercice 2018 avec un chiffre d'affaires de 1 065 291 380 FCFA contre 1 002 784 838 FCFA en 2017, soit une hausse de 6,23% et un taux de réalisation budgétaire de 86,09%.

Ce résultat s'explique essentiellement par la conjugaison des facteurs suivants :

- perte d'un important client dans le portefeuille pour près de cent millions de FCFA ;
- fin de certaines polices programmes ;
- baisse des primes au niveau de certaines polices programmes ;
- amélioration de la gestion clientèle et de celle des sinistres qui ont été des activités permanentes durant toute l'année 2018 ;
- bonne réactivité par rapport aux requêtes issues de la plateforme SYLVIE.



RISQUES DIVERS :

Les Risques Divers ont connu un important repli de 38,64% entre 2017 et 2018 avec un niveau de réalisation budgétaire en 2018 de 54,46%.

En valeur absolue, le chiffre d'affaires passe ainsi de 5 837 720 535 FCFA en 2017 à 3 582 257 168 FCFA en 2018. Cette contre-performance est essentiellement liée à celle de la branche Autres Risques (-67,90%) et de la Maladie (-19,32%).

Maladie :

Le chiffre d'affaires de cette branche connaît une baisse de 19,32% passant de 2 901 516 375 FCFA en 2017 à 2 340 943 387 FCFA en 2018 avec une réalisation budgétaire de 85,28%.

Cette situation s'explique surtout par :

- le non-renouvellement d'une affaire en téléphonie mobile qui était estimée à 385 millions de FCFA ;
- la prise en compte d'une annulation de prime dans le dossier d'un partenaire en assurance santé pour la somme de 15 481 482 FCFA.

Toutefois, cette baisse a été atténuée grâce à l'enregistrement d'affaires nouvelles pour un montant global d'environ 132 millions de FCFA.

Responsabilité Civile Générale :

En RC Générale, l'on note un recul de l'ordre de 20,83% avec un chiffre d'affaires passant de 465 094 742 FCFA à 368 220 455 FCFA. La principale cause de la régression dans cette branche est la baisse importante de la prime d'une police programme de plus de 83 millions de FCFA en 2017 à 2 millions de FCFA en 2018. Le taux de réalisation budgétaire s'établit à 83,48%.

Individuelle Accident :

Sur une prévision de 102 953 946 FCFA l'Individuelle enregistre un taux d'exécution budgétaire de 118,13%. Toutefois, le chiffre d'affaires connaît un repli de 6,70% pour se situer à 121 825 148 FCFA en 2018 contre 130 568 119 FCFA en 2017. Ce recul est entraîné par la revue des tarifs voyage en juin 2018 en synergie avec le partenaire sur ce produit afin d'être plus compétitif. L'effet volume attendu ne s'est pas produit au second semestre.

Les Autres Risques :

Cette sous-branche qui est fortement tributaire de quelques contrats très importants est en net recul de 68% par rapport à 2017 avec un chiffre d'affaires passant de 2 340 541 300 FCFA à seulement 751 268 177 FCFA, soit un gap de 1 589 millions de FCFA. Le taux d'exécution budgétaire de 22,84% est des plus faibles de toutes les branches.

Cette baisse résulte de :

- la perte d'une grosse police en Risques spéciaux dont la prime attendue s'élevait à 1 568 000 000 FCFA ;
- le non-renouvellement d'une police minière, d'un montant de 129 000 000 FCFA pour des difficultés internes ;
- le non renouvellement de certains contrats en Bris de machines pour raison de fin de projet.

Des affaires nouvelles qui ont toutefois pu être réalisées en Globale de banque et en TRC/TRM sont à noter.

D'une manière générale, nous relevons qu'en Risques Divers, l'essentiel du chiffre d'affaires est constitué par de très importantes polices, lesquelles ne stabilisent pas notre portefeuille compte tenu de la forte concurrence sur lesdites affaires. Une option pour relever la souscription au niveau des particuliers est affichée et des campagnes sont en cours pour ce faire.

ACCEPTATIONS :

Le chiffre d'affaires en acceptations en 2018 s'élève à 169 726 492 FCFA contre 300 744 018 FCFA en 2017, soit une contraction de 43,56%. Le taux de réalisation est de 63,81% du budget de 266 000 000 FCFA. Cette baisse est liée à la non-effectivité du retour dans le Pool de Co-réassurance des Pays Sans Littoral, de la société membre du pool basée au Mali. Le retour de cette société dans le Pool est attendu en 2019.

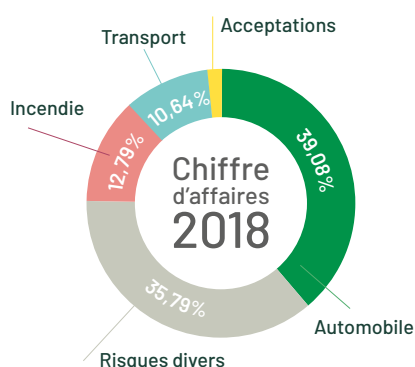


STRUCTURE DU PORTEFEUILLE

La Structure du Portefeuille se présente comme suit en 2018 :

Tableau 2 : Structure du portefeuille

BRANCHES	CHIFFRE D'AFFAIRES 2017	POIDS (%)	CHIFFRE D'AFFAIRES 2018	POIDS (%)
AUTOMOBILE	3 889 388 894	32,01	3 912 354 395	39,08
RC	2 543 134 596	20,93	2 552 728 125	25,50
Dommages	1 346 254 298	11,08	1 359 626 270	13,58
INCENDIE ET MULTIRISQUES	1 121 560 833	9,23	1 280 275 201	12,79
TRANSPORT	1 002 784 838	8,25	1 065 291 380	10,64
Aviation	155 245 038	1,28	244 092 809	2,44
Facultés	847 539 800	6,97	821 198 571	8,20
RISQUES DIVERS	5 837 720 535	48,04	3 582 257 168	35,79
Vol	168 664 415	1,39	191 702 221	1,92
Dommages Corporels	130 568 119	1,07	121 825 148	1,22
RC Générale	465 094 742	3,83	368 220 455	3,68
Risques techniques	6 177 380	0,05	6 304 698	0,06
Maladie	2 901 516 375	23,88	2 340 943 387	23,39
Risques spéciaux	2 015 095 880	16,58	426 460 703	4,26
Autres dom. aux biens	150 603 625	1,24	126 800 554	1,27
TOTAL ASS. DIRECTE	11 851 455 100	97,53	9 840 178 144	98,30
ACCEPTATIONS	300 744 018	2,47	169 726 492	1,70
TOTAL GÉNÉRAL	12 152 199 118	100,00	10 009 904 636	100,00



L'**Automobile**, avec une part en 2018 de 39,08%, est la première branche qui a contribué le plus au chiffre d'affaires après les Risques Divers. Sa contribution s'est améliorée par rapport à 2017 (32,01%) où elle occupait la deuxième place.

Les **Risques Divers** tirés notamment par la **Maladie** ont contribué à 35,79% à la formation du chiffre d'affaires de 2018. Il s'agit de la deuxième plus forte contribution des branches avec un poids qui a toutefois baissé de 13 points de pourcentage par rapport à 2017. En cause, la perte de la grosse affaire en **risques spéciaux** évoquée plus haut. Des options sont prises pour palier la concentration du chiffre d'affaires sur les grosses polices dont le non-renouvellement se ressent durement.

L'**Incendie et Multirisques** représente 12,79% contre 9,23% en 2017 et le **Transport** affiche 10,64% contre 8,25% en 2017.

1.1.2. Les Provisions de primes :

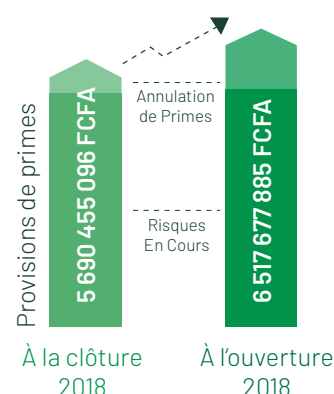
Les Provisions de primes **à la clôture 2018 s'élèvent à 5 690 455 096 FCFA dont :**

- Provision pour Risques En Cours pour 5 390 377 873 FCFA ;
- Provision pour Annulation de Primes (PAP) pour 300 077 223 FCFA.

Quant aux Provisions de primes **à l'ouverture de l'exercice 2018, elles s'élèvent à 6 517 677 885 FCFA dont :**

- Provision pour Risques En Cours de 5 424 128 352 FCFA ;
- Provision pour Annulation de Primes à l'ouverture pour 1 093 549 533 FCFA.

La baisse significative de la Provision pour Annulation de Primes (PAP) en fin 2018 s'explique par l'amélioration du recouvrement des primes au regard de l'historique des encaissements vus trois (03) mois après la fin d'un exercice.



1.1.3. La Réassurance :

Pour l'exercice 2018, sur un chiffre d'affaires total de 10 009 904 658 FCFA, les cessions en réassurance sont de 2 538 884 986 FCFA soit un taux de cession de 25,36 % en baisse de 5 points par rapport à 2017 où il était de 30,36% avec un montant de cession de 3 689 038 216 FCFA pour un chiffre d'affaires de 12 152 199 132 FCFA.

1.1.4. Les Primes acquises nettes de réassurance :

Après déduction des primes cédées et la part des Réassureurs dans les provisions pour risques en cours, les Primes acquises nettes de réassurance de l'exercice 2018 s'établissent à 8 267 979 866 FCFA contre 7 552 906 960 FCFA en 2017, soit un accroissement de 9,46%.

1.1.5. Les Produits :

LES PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers en fin 2018 s'élèvent à 1 759 460 762 FCFA contre 1 681 537 705 FCFA en 2017 en hausse de 4,63%. Cette augmentation est l'effet des intérêts sur DAT et des prêts internes. Cet accroissement des DAT a engendré un surplus de produits financiers par rapport à 2017 d'un peu plus de 61 millions de FCFA.

LES AUTRES PRODUITS

Les autres produits pour un montant de 106 182 487 FCFA sont en baisse de 21,34% par rapport à 2017 qui présentait un montant de 134 986 458 FCFA. Ils sont pour l'essentiel constitués de produits d'apérition et des intérêts, sur dépôts espèces, chez les cédants.



1.2. DÉPENSES

(Débit du Compte d'Exploitation Générale)



1.2.1. Sinistres

Au 31 Décembre 2018, les sinistres payés, toutes branches et tous exercices de survenance confondus, s'élèvent à 4 083 311 500 FCFA contre 4 659 909 315 FCFA en 2017, soit un repli de 12,37% principalement dû à la baisse des sinistres payés dans la branche Incendie-Multirisques (-58,65%).

En rappel, cette branche avait connu en 2017 le règlement d'un important sinistre de 985 millions de FCFA.

Le taux de réalisation budgétaire est de 64,08%. Celui remarquable de la branche Maladie découle de l'explication précédente sur le niveau de consommation élevé des polices de deux gros clients.

Le détail est présenté dans le tableau ci-après :

Tableau 3 : Sinistres payés au 31/12/2018

BRANCHES	RÉALISATIONS 2017	PRÉVISIONS 2018	RÉALISATIONS 2018	TAUX DE RÉALISATION (%)	VARIATION 2018/2017 (%)
● AUTOMOBILE	1422 058 767	1689 908 964	1608 418 706	95,18	13,10
● INCENDIE ET MULTIRISQUES	1189 186 422	2 439 994 205	491 669 833	20,15	-58,65
● TRANSPORT	145 652 476	264 162 466	134 986 334	51,10	-7,32
● RISQUES DIVERS	1 614 460 864	1 898 754 960	1 754 700 000	92,41	8,69
dont Maladie	1 495 307 675	1 374 828 819	1 662 564 296	120,93	11,19
RC Générale	38 210 764	193 930 644	25 420 773	13,11	-33,47
Individuelle	613 014	3 186 840	6 731 100	211,22	998,03
Autres risques	80 329 411	326 808 657	59 983 831	18,35	-25,33
TOTAL ASS. DIRECTE	4 371 358 529	6 292 820 595	3 989 774 873	63,40	-8,73
Recours (*)	3 616 181	-	42 150 704	-	1065,61
● ACCEPTATIONS	108 800 733	79 500 000	66 927 107	84,19	-38,49
Participations aux excédents (*)	-	-	48 108 043	-	-
Participations bénéficiaires	183 366 234	-	20 652 181	-	-88,74
TOTAL GÉNÉRAL	4 659 909 315	6 372 320 595	4 083 311 500	64,08	-12,37

(*) À déduire

1.2.2. Provisions pour Sinistres à Payer

Les provisions pour sinistres à payer s'élèvent à la fin de l'exercice 2018 à 15 260 352 199 FCFA contre 14 746 970 813 FCFA à fin 2017 en hausse de 3,48%. Cette situation, malgré la réalisation de boni net de liquidation sur exercices antérieurs de pratiquement 500 millions de FCFA, est la résultante de l'aggravation de la sinistralité en 2018 en Automobile, en Bris de machine, en Responsabilité Civile Générale et en Risques spéciaux. Aussi, le montant des SAP en Maladie considéré toujours comme élevé est lié à la sinistralité peu intéressante des contrats en gestion.

Le taux de réalisation par rapport à la prévision budgétaire est de 104,07% dont 101,59 % pour l'assurance directe.

Le détail est présenté dans le tableau ci-après :

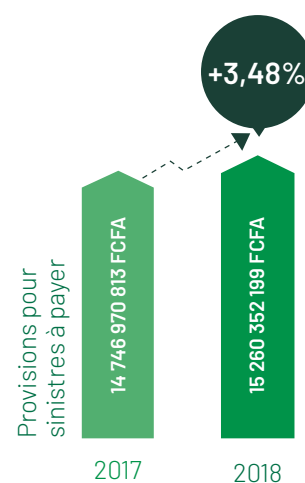


Tableau 4 : Sinistres à payer au 31/12/2018

BRANCHES	SAP CLÔTURE 2017	PRÉVISIONS SAP CLÔTURE 2018	SAP CLÔTURE 2018	TAUX DE RÉALISATION (%)	VARIATION 2018/2017 (%)
● AUTOMOBILE	7 508 675 960	9 157 773 889	7 508 675 960	85,26	3,98
● INCENDIE ET MULTIRISQUES	3 605 148 918	3 070 305 242	3 306 981 400	107,71	-8,27
● TRANSPORT	176 552 524	181 463 705	225 919 337	124,50	27,96
● RISQUES DIVERS	2 976 364 425	2 141 188 062	3 441 508 671	160,73	15,63
dont					
Maladie	488 877 693	94 309 123	512 645 342	543,58	4,86
RC Générale	276 461 483	543 827 142	681 105 224	125,24	146,37
Individuelle	19 620 581	17 858 215	5 225 586	29,26	-68,56
Autres risques	2 194 404 668	1 485 193 582	2 242 532 519	150,99	2,19
TOTAL ASS.DIRECTE	15 266 741 827	14 550 730 897	14 782 044 522	101,59	3,61
Recours (*)	-	-	-	-	-
● ACCEPTATIONS	480 228 986	113 200 000	478 307 677	422,53	-0,40
Total général	14 746 970 813	14 663 930 897	15 260 352 199	104,07	3,48

(*) À déduire

1.2.3. Réassurance

Les sinistres payés à la charge des Réassureurs sont en baisse de 39% passant de 1 181 221 937 FCFA en 2017 à 719 975 373 FCFA en 2018.

Les provisions pour sinistres à payer à la charge des Réassureurs s'élèvent, quant à elles, à 5 097 663 452 FCFA contre 5 354 473 138 FCFA à la clôture de 2017, soit une baisse de 4,80%.

1.2.4. Charge de sinistres nette de réassurance

Après déduction de la part des Réassureurs dans les sinistres payés et provisions pour sinistres à payer, la charge nette de sinistres 2018 est de 4 133 527 199 FCFA contre 3 306 358 552 FCFA en 2017, soit une hausse de 25%. Les primes acquises nettes ayant accusé une forte baisse, le taux de charge de sinistre nette est donc passé de 43,78% en 2017 à 50% en 2018 restant en dessous du seuil de 65%.

Les frais généraux
décaissables en 2018

+2,92%

1.2.5. Frais Généraux décaissables

Le budget des charges de fonctionnement décaissables a un taux d'exécution de 87,18% en hausse de 2,92% comparé au réalisé de 2017 comme le montre le tableau ci-après :

Tableau 5 : Réalisation des frais généraux décaissables au 31/12/2018

CHAPITRES	RÉALISATIONS 2017	PRÉVISIONS 2018	RÉALISATIONS 2018	TAUX D'EXÉCUTION (%)	VARIATION 2018/2017 (%)
Frais de personnel	1 431 563 776	1 372 892 206	1 435 955 403	104,59	0,31
Impôts et taxes	249 860 743	279 678 176	219 711 385	78,56	-12,07
Travaux fres et services extérieurs	519 808 562	645 975 026	562 104 318	87,02	8,14
Transports et déplacements	24 899 808	59 009 925	24 434 557	41,41	-1,87
Commissions et courtages	1 315 940 493	1 746 874 003	1 339 116 309	76,66	1,76
Frais divers de gestion	542 341 469	710 483 970	636 778 031	89,63	17,41
Frais financiers	176 132 323	214 993 215	166 793 159	77,58	-5,30
TOTAL	4 260 547 174	5 029 906 521	4 384 893 162	87,18	2,92

L'analyse par chapitre est la suivante :

FRAIS DE PERSONNEL :

Les frais de personnel sont quasiment stationnaires par rapport à 2017 sous l'effet conjugué des avancements, d'une part, et, d'autre part, des départs à la retraite, de la baisse des frais de formation et des frais médicaux. Toutefois, le taux d'exécution par rapport au budget est de 104,59%.

IMPÔTS ET TAXES :

Ce poste enregistre une baisse de 12% par rapport à 2017. Il est exécuté à hauteur de 78,56% de la prévision budgétaire, en lien essentiellement avec la baisse des frais de contrôle induite par la contraction du chiffre d'affaires, et la non-réalisation de la dépense de 15 millions de FCFA prévue pour les droits d'enregistrement (terrain d'Abidjan et création de la holding).

TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES EXTÉRIEURS :

Ce chapitre enregistre une réalisation budgétaire de 87% et est en hausse de 8,14% par rapport à l'exercice 2017. Cette hausse est impactée surtout par les primes d'assurances payées dont l'Indemnité de Fin de Carrière, les frais d'apérition, l'entretien informatique et les frais d'intérim.

TRANSPORT ET DÉPLACEMENT :

Ce poste qui se situe à peu près au même niveau qu'en 2017 est exécuté à 41,4% du budget du fait de la non-réalisation de certaines missions à l'extérieur et de l'économie sur les frais de voyage des Administrateurs non-résidents qui n'ont pas pu participer à certaines réunions du Conseil d'Administration.

COMMISSIONS ET COURTAGES :

Le montant réalisé est de 1 339 116 309 FCFA en légère hausse de 1,76 % par rapport à 2017 où il s'élevait à 1 315 940 493 FCFA.

Le niveau des commissions 2018 ne contraste pas avec la baisse de 17,63% du chiffre d'affaires étant entendu que l'acquisition ou la perte de la grosse affaire ESSAKANE SA en Risques spéciaux laissait pratiquement invariant les commissions brutes.

FRAIS DIVERS DE GESTION :

Le montant exécuté est de 636 778 031 FCFA en 2018 contre 542 341 469 FCFA en 2017, soit une augmentation de 17,41% due à l'accroissement des frais de publicité notamment la rénovation des panneaux publicitaires, la conception et la diffusion de spots radios et télévisés, la réalisation de jeux radiophoniques et la contribution au financement des activités sur l'assurance récolte coton. À cela s'ajoutent les frais liés à l'opération spéciale d'octroi aux clients de bons de carburant lors de la campagne auto. Il est aussi à noter une hausse des frais de mission en lien avec des activités stratégiques.

Le budget frais divers de gestion reste toutefois maîtrisé avec un taux d'exécution d'un peu moins de 90%.

FRAIS FINANCIERS :

Les Frais Financiers ont connu un taux d'exécution de 77,58% et sont en baisse de 5,30% par rapport à 2017 ; baisse induite par les intérêts versés sur les dépôts des réassureurs.

1.2.6. La réalisation du budget des investissements

Le budget des investissements est réalisé à 16,77%. Ce faible taux est lié à plusieurs facteurs. Comme on le voit à travers le tableau ci-dessous, les investissements prévus pour la construction du Siège n'ont pas été exécutés. Le plan de financement global de l'immeuble a toutefois été finalisé.

S'agissant des travaux d'agencements, d'aménagements et d'installations, ils ont été reportés au regard de la contraction du chiffre d'affaires. Quant au matériel de transport, la ligne d'acquisition des véhicules des directeurs avait été maintenue dans le budget sans accord formel pour l'exécution, d'où le taux de réalisation de 6,91%.

Toutefois, des investissements non initialement prévus se sont avérés nécessaires pour l'acquisition de deux groupes électrogènes.

Tableau 6 : Situation d'exécution des investissements au 31/12/2018

RUBRIQUES	PRÉVISIONS 2018	RÉALISATIONS 2018	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Acquisition de terrains	100 000 000	94 287 005	94,29
Immeubles (projet de construction du Siège du groupe SONAR)	745 137 367	-	0,00
Agencements, aménagements, installations	57 085 000		
Matériel et mobilier de bureau	9 440 000	11 406 622	120,83
Matériels et logiciels informatiques	79 004 192	57 977 063	73,38
Matériel de transport	165 000 000	11 400 000	6,91
Matériel électrique	-	18 790 839	
TOTAL	1 155 666 559	193 861 529	16,77

Les amortissements et provisions en 2018

+1,66%

1.2.7. Amortissements et Provisions

Le montant des amortissements des équipements et immeubles de rapport en 2018 est de 216 744 719 FCFA en légère hausse de 1,66% par rapport à 2017 pour un montant de 213 208 210 FCFA.

Aucune dotation aux amortissements des immeubles de placement n'a été constituée en 2018 tout comme en 2017, du fait qu'ils sont comptablement amortis. Le processus de réévaluation de l'immeuble SONAR abritant le Système des Nations Unies n'a pas été bouclé avant fin 2018. Le dossier est transmis à la CIMA pour décision.

L'ensemble des dotations aux amortissements se résume donc en 2018 à 216 744 719 FCFA contre 213 208 210 FCFA en 2017.

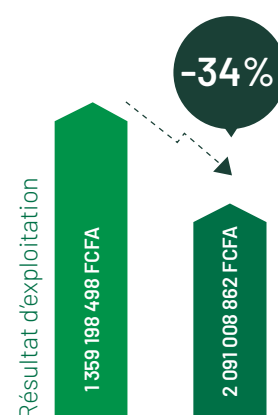
La dotation aux provisions est de 479 521 204 FCFA et concerne les actions cotées et les actions non cotées, prenant en compte certaines recommandations du rapport de contrôle de la CIMA intervenu en avril 2019.

1.2.8. Part des réassureurs dans les frais généraux

La part des Réassureurs dans les frais généraux est de 440 561 667 FCFA en 2018 pour 745 416 785 FCFA en 2017 en chute de 41% en lien avec la perte de la grosse affaire sur la société minière évoquée plus haut.

1.2.9. Solde du compte d'exploitation générale

Du rapprochement du Débit et du Crédit du compte d'exploitation générale, il se dégage un résultat d'exploitation bénéficiaire de 1 359 198 498 FCFA en fin 2018 contre 2 091 008 862 FCFA en fin 2017, soit une baisse de 34% qui est la résultante de tout ce qui précède.



1.3. COMPTE GÉNÉRAL DE PERTES ET PROFITS

PROFITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS :

Ce poste enregistre 15 165 187 FCFA composés d'encaissement de créances sur SENFA (courtier), d'annulation de commissions et de reprise de bons d'achat.

PROFITS EXCEPTIONNELS :

Les profits exceptionnels, d'un montant de 5 056 948 FCFA, comprennent les pénalités de retards sur les marchés, le produit de la vente des dossiers d'appel d'offres sur les marchés.

PLUS-VALUES DE CESSION :

Les plus-values sur cession, d'un montant de 2 839 697 FCFA, concernent les cessions d'immobilisations et de valeurs mobilières.

REPRISE SUR PROVISIONS :

Pour un montant de 37 659 736 FCFA, cette rubrique représente les reprises sur provisions des actions cotées.

PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS :

Ce poste regroupe les pertes sur exercices antérieurs d'un montant de 121 276 379 FCFA composées essentiellement de participations bénéficiaires des agents généraux, d'intéressement des courtiers et de charges sur exercices antérieurs.

PERTES EXCEPTIONNELLES :

Il s'agit de pertes sur des opérations de changes pour un montant de 138 634 FCFA.

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS) :

L'impôt sur les sociétés de 2018 est de 322 116 300 FCFA en baisse de 41% par rapport au montant de 546 739 875 FCFA en 2017. Ce repli est lié à celui du bénéfice imposable.

1.4. BILAN

Le total bilan avant affectation de résultat est de 39 217 189 514 FCFA en 2018 contre 39 083 592 677 FCFA en 2017, soit une légère amélioration de 0,34%.

Le total bilan
en 2018

+0,34%

1.5. RATIOS PRUDENTIELS DE LA CIMA

1.5.1. Marge de Solvabilité - État C11

La marge de solvabilité est excédentaire de 6 543 205 408 FCFA contre 5 203 163 857 FCFA constatés en 2017, soit une augmentation de 25,75% liée à l'amélioration des réserves et à la baisse du taux de conservation des sinistres.

Cette marge de solvabilité, présentée dans l'État C11 en annexe, tient compte de la proposition d'affectation du bénéfice de l'exercice 2018.

1.5.2. Couverture des engagements réglementés

Nos engagements réglementés sont couverts à 101,56% avec un surplus de représentation de 339 035 758 FCFA contre 2 662 519 753 FCFA en 2017. Le ratio minimal exigé est de 100%.

Ce ratio est impacté négativement par le fait que plusieurs immeubles, amortis comptablement, ne sont pas admis en couverture des engagements réglementés (immeuble du siège, immeuble abritant le Système des Nations Unies, villas de la Cité SONAR, Plateau sport de la SONAR en face de l'aéroport de Ouagadougou).

2. Les perspectives de développement et l'évolution prévisible notamment en matière de continuation de l'activité de la Société

La SONAR-IARD s'est soumise volontairement à la notation financière sans discontinuité depuis 2009. En 2018, elle a obtenu la « Note A+ avec perspective stable, valide jusqu'en fin octobre 2019 » par l'Agence de notation financière Global Credit Rating basée à Johannesburg, en Afrique du Sud. Cette note est une amélioration par rapport aux notes antérieures.

Les états financiers au 31/12/2018 qui vous sont présentés confortent cette position :

Le total bilan de 39,2 milliards FCFA
est en légère hausse
par rapport à fin 2017.

Le bénéfice net dégagé, bien qu'étant en baisse
par rapport à 2017, dégage un taux de rendement de
12,4% des fonds propres au 1^{er} janvier 2018 qui est de
7,82 milliards de FCFA.

Les capitaux propres, après
répartition du résultat 2018, se chiffrent
à **8,35 milliards de FCFA**
en hausse de 6,77% par rapport
à son niveau en début d'exercice,
de **7,82 milliards de FCFA.**

La trésorerie immédiate
(Caisses, Banques, CCP, solde SGI,
mobile money) se chiffre à
5 920 603 528 FCFA
non compris les chèques et coupons à
encaisser pour **645 556 460 FCFA.**

Le taux de couverture des engagements
réglementés est supérieur à la norme de 100%
avec un surplus de représentation
de **339 035 758 FCFA.**

La marge de solvabilité
est excédentaire de
6 543 205 408 FCFA.

Les comptes 2018 qui vous sont présentés prennent en compte les recommandations de la mission de contrôle de la CIMA du 1^{er} au 5 avril 2019 et ont été soumis à notre Commissaire aux Comptes qui vous présentera son rapport.

Notre Commissaire aux Comptes est inscrit à l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés du Burkina (ONECCA-BF) et est agréé par la CRCA dans les conditions prévues par le Code CIMA.

De ce qui précède, en termes de perspectives de développement, la SONAR-IARD est confiante en l'avenir, et la Direction Générale sait compter sur le constant appui des administrateurs et des actionnaires.

3. Évolution de la situation de la trésorerie et le plan de financement/placement

La trésorerie
en 2018

-35,73%

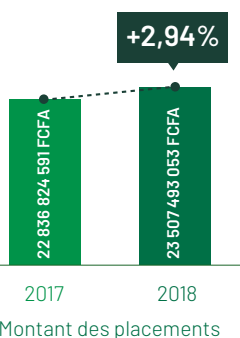
3.1. SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie immédiate est en baisse de 35,73% entre le 31/12/2017 et le 31/12/2018 et se situe à 5 920 603 528 FCFA. La perte de la police IAM GOLD (plus de 1,5 milliards de FCFA) et le déblocage de certains dépôts à terme pour faire face à certains placements, non immédiatement liquides, sont les principales causes de cette diminution. Nous avons, en effet, fait certains investissements comme la prise de participation à la CICARE et le paiement du quart, à la souscription à l'augmentation du capital social de SONAR-VIE.

Le tableau ci-après donne les détails de la trésorerie immédiate :

Tableau 7 : Situation de trésorerie immédiate au 31/12/2018

ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE	2017	2018	ÉVOLUTION 2018/2017 (%)
Caisse	9 465 698	3 949 501	-58,28
Banques et CCP	9 187 410 726	5 778 841 078	-37,10
Solde gestion dynamique	15 348 451	114 544 434	646,29
Compte mobile money	-	23 268 515	-
TOTAL	9 212 224 875	5 920 603 528	-35,73



3.2. PLAN DE PLACEMENT

Au 31/12/2018, le montant des placements se situe à 23 507 493 053 FCFA en hausse de 2,94% par rapport à 2017 qui présentait un montant de 22 836 824 591 FCFA.

La répartition de nos placements par groupe de véhicules est synthétisée dans le tableau ci-après :

Tableau 8 : Situation des placements par véhicule de placement au 31/12/2018

VÉHICULES DE PLACEMENT	MONTANT BILAN AU 31/12/2017	MONTANT BILAN AU 31/12/2018	ÉVOLUTION 2018/2017 (%)
Titres de participation	7 422 407 545	8 268 226 812	11,40
Titres et obligations	6 094 690 284	6 983 545 485	14,58
Dépôt à terme	6 220 000 000	5 170 000 000	-16,88
Prêts (avec intérêts)	622 324 113	603 318 107	-2,25
Immeubles de placement (montant brut)	2 477 402 649	2 477 402 650	0,00
TOTAL	22 836 824 591	23 507 493 053	2,94

4. Évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date du rapport de gestion

Sur le plan économique et financier, nous n'avons détecté aucun évènement postérieur pouvant remettre en cause les états financiers qui vous sont soumis.

Pour rappel, en vertu des articles 49 et 71 du Droit Comptable OHADA, obligation est faite aux dirigeants d'exposer les événements importants survenus entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes dans le rapport de gestion.

Du 1^{er} au 5 avril 2019, la SONAR-IARD a été contrôlée par la CRCA. Le rapport de contrôle reçu a fait des recommandations dont certaines ont un impact sur les états financiers. Ces recommandations ont été prises en compte dans les états qui vous sont présentés afin de refléter l'image fidèle et la sincérité des comptes et d'être conformes aux avis de l'Autorité de Contrôle. Elles ont touché directement les postes suivants :

- les provisions de sinistres à la clôture ;
- les provisions pour annulations de primes ;
- les charges de commissions de l'exercice ;
- les dotations aux provisions de l'exercice.

Comme corollaire, d'autres éléments du bilan et les ratios réglementaires ont été impactés.

CONCLUSION :

Malgré le contexte économique international peu favorable en 2018 pour les pays en voie de développement, malgré un contexte social et sécuritaire national difficile qui a renforcé l'attentisme des investisseurs tout au long de l'année, notre société termine l'année avec des indicateurs globalement satisfaisants, prenant en compte, dans les états financiers, les recommandations de la mission de contrôle de la CIMA qui s'est déroulée du 1^{er} au 5 avril 2019.

Cette mission est la bienvenue, en ce sens qu'elle nous a permis de prendre en compte les recommandations pertinentes et de présenter des états financiers en fin 2018 qui ne s'écartent pas de l'orthodoxie financière et comptable ainsi que de la réglementation de notre secteur d'activités.

En tenant compte de la politique de dividende, en lien avec celle de renforcement des fonds propres pour le financement du plan stratégique, nous proposons au Conseil d'Administration la répartition du bénéfice en gardant le même niveau de dividende brut que 2017, selon le tableau ci-après :

Tableau 9 : Proposition de répartition du bénéfice disponible

BÉNÉFICE DE L'ANNÉE 2018	976 388 753
Dotation à la réserve légale (complément à 20% du capital social qui est de 576 000 000 FCFA)	53 459 997
Solde restant	922 928 756
Report à nouveau de l'exercice précédent	262 526 466
BÉNÉFICE DISTRIBUABLE	1 185 455 222
Dividende brut (1 714,5x288 000)	493 776 000
dont IRVM de 12,5% de dividende brut	61 722 000
Dividende net : 1 500x288 000	432 054 000
SOLDE RESTANT APRÈS DISTRIBUTION DE DIVIDENDE	691 679 222
Réserve spéciale de plus-value nette à long terme	500 000 000
Réserve facultative	100 000 000
Report à nouveau	91 679 222

Après affectation et distribution, les capitaux propres se présenteront comme dans le tableau ci-après :

Tableau 10 : Situation des capitaux propres après répartition du bénéfice 2018

CAPITAL SOCIAL	2 880 000 000
Réserves légales	576 000 000
Réserves facultatives	1 107 040 452
Report à nouveau	91 679 222
Réserve spéciale de plus-value nette à long terme	3 700 000 000
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	8 354 719 674

La valeur de l'action sur la base des capitaux propres, après affectation de résultat 2018, se situe à 29 009 FCFA

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Nous vous remercions pour le soutien permanent et la constante disponibilité à accompagner votre société vers des lendemains meilleurs. Nous félicitons le personnel pour ses efforts soutenus, son professionnalisme et sa mobilisation. Nous remercions le Commissaire aux Comptes pour ses diligences et notre clientèle pour sa fidélité à notre Société et les partenaires pour leur confiance renouvelée.

Le Président du Conseil d'Administration

Piga Prosper TAPSOBA

ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION

Compte Exploitation Générale (compte 80)

DÉBIT			
DÉSIGNATION	OPÉRATIONS BRUTES	CESSIONS ET RÉTROCESSIONS	OPÉRATIONS NETTES
CHARGE DE SINISTRES NETTE DE RECOURS :			
Prestations et frais payés	4 083 311 500	719 975 373	3 363 336 127
À ajouter : provisions de sinistres à la clôture de l'exercice	15 260 352 199	5 097 663 452	10 162 688 747
À déduire : provisions de sinistres à l'ouverture de l'exercice	14 746 970 813	5 354 473 138	9 392 497 675
Prestations et frais de l'exercice	4 596 692 886	463 165 687	4 133 527 199
CHARGES DE COMMISSIONS	1 339 116 309	440 561 667	898 554 642
AUTRES CHARGES :			
Frais de personnel	1 435 955 403	-	-
Impôts et taxes	219 711 385	-	-
Travaux, fournitures et services extérieurs, transports et déplacements	586 538 875	-	-
Frais divers de gestion	636 778 031	-	-
Dotations aux amortissements (autres que celles afférentes aux placements)	216 744 719	-	-
Dotations aux provisions (autres que celles afférentes aux provisions techniques et aux placements)	479 521 204	-	-
TOTAL AUTRES CHARGES DE L'EXERCICE	3 575 249 617	-	-
TOTAL COMMISSIONS ET AUTRES CHARGES	4 914 365 926	440 561 667	4 473 804 259
CHARGES DES PLACEMENTS :			
Frais financiers sur titres	66 803 654		
Frais financiers sur immeubles de placements	0		
Frais financiers sur autres frais	99 989 505		
Dotations aux amortissements des valeurs de placements	0		
TOTAL CHARGES DES PLACEMENTS	-	-	166 793 159
SOLDE CRÉDITEUR	-	-	1 359 198 498
TOTAL			10 133 323 115

Compte Exploitation Générale (compte 80)

CRÉDIT			
DÉSIGNATION	OPÉRATIONS BRUTES	CESSIONS ET RÉTROCESSIONS	OPÉRATIONS NETTES
PRIMES :			
Primes et accessoires (nets d'annulations)	10 009 904 658	2 538 884 986	7 471 019 672
À ajouter : provisions de primes à l'ouverture de l'exercice	6 517 677 885	78 799 394	6 438 878 491
À déduire : provisions de primes à la clôture de l'exercice	5 690 455 096	48 236 799	5 642 218 297
PRIMES DE L'EXERCICE	10 837 127 447	2 569 447 581	8 267 679 866
PRODUITS DES PLACEMENTS :			
Produits financiers sur titres	1 048 859 041	-	-
Produits financiers sur immeubles de placements	331 723 272	-	-
Produits financiers sur autres produits	378 878 449	-	-
TOTAL PRODUITS DE PLACEMENTS	-	-	1 759 460 762
AUTRES PRODUITS :			
Subventions d'exploitation	0	-	-
Produits accessoires	106 182 487	-	-
TOTAL AUTRES PRODUITS	-	-	106 182 487
TRAVAUX FAITS PAR L'ENTREPRISE POUR ELLE-MÊME :			
Charges non imputables à l'exploitation de l'exercice			0
SOLDE DÉBITEUR			0
TOTAL			10 133 323 115

Compte Général de Pertes et Profits (compte 87)

DÉBIT	
DÉSIGNATION	MONTANT
Pertes d'exploitation de l'exercice	- 0
Pertes sur exercices antérieurs	- 121 276 379
PROVISIONS POUR MOINS-VALUES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	
Pour garantie des moins-values sur titres gérés	0 -
Pour dépréciation des immobilisations et titres	0 -
Dotation aux provisions pour moins-values	- 0
Dotation de l'exercice aux réserves diverses à l'étranger (à détailler)	- 0
DOTATION DE L'EXERCICE AUX RÉSERVES RÉGLEMENTAIRES	
Réserve pour remboursement de l'emprunt pour fonds d'établissement	0 -
Fonds d'établissement constitué	0 -
Réserve pour fluctuation de change	0 -
Réserve de garantie	0 -
Dotation aux réserves réglementaires	- 0
DOTATION DE L'EXERCICE AUX PROVISIONS POUR PERTES	
Provision pour participation des salariés	0 -
Dotation aux provisions pour dépréciation	0 -
PERTES EXCEPTIONNELLES	
Moins-values sur cessions d'éléments d'actif	0
PERTES DE CHANGE	
Sur cessions de monnaies étrangères	0
Sur conversion de monnaies étrangères	0
Pertes de change	-
Subventions exceptionnelles accordées	0
Autres pertes	138 634
Dotations aux provisions pour pertes	- 138 634
Impôts sur les bénéfices	- 322 116 300
Bénéfice ou excédent net total (solde créditeur)	976 388 753
TOTAL	1 419 920 066

Compte Général de Pertes et Profits (compte 87)

CRÉDIT			
DÉSIGNATION	MONTANT		
Profits d'exploitation de l'exercice	-	1 359 198 498	
Profits sur exercices antérieurs	-	15 165 187	
PROVISIONS POUR MOINS-VALUES À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE			
Pour garantie des moins-values sur titres gérés	0	-	
Pour dépréciation des immobilisations et titres	0	-	
Provisions pour moins-values	-	0	
Reprise sur provisions antérieures	-	37 659 736	
Utilisation des provisions précédemment constituées pour couvrir des pertes sur exercices antérieurs et des pertes exceptionnelles	-	0	
PROFITS EXCEPTIONNELS			
Plus-values sur cessions d'éléments d'actif	2 839 697	-	
PROFITS DE CHANGE			
Sur cessions de monnaies étrangères	0	-	-
Sur conversion de monnaies étrangères	0	-	-
Profits de change	-	0	-
Profits résultant de subventions d'équipement	0	-	
Subventions d'équilibre reçues	0	-	
Autres profits	5 056 948	-	
Profits exceptionnels	-	7 896 645	
Pertes ou insuffisances nettes totales (solde débiteur)		0	
TOTAL		1 419 920 066	

Bilan (compte 89)

ACTIF			
DÉSIGNATION	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENT ET PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	MONTANT NET
20. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DANS L'ÉTAT MEMBRE			
Frais d'établissement (200 à 203, 205 et 206)	0	0	0
Frais d'acquisition des immobilisations (204 et 209)	0	0	0
TOTAL DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT DANS L'ÉTAT MEMBRE	0	0	0
21 et 22. IMMOBILISATIONS DANS L'ÉTAT MEMBRE			
Immeubles (210, 212, 213, 2190, 2192 et 2193)	4 226 985 736	3 076 121 903	1 150 863 833
Matériel, mobilier, installation (214, 215 et 216)	2 733 093 690	2 225 813 269	507 280 421
Immobilisations incorporelles (218 et 2198)	368 678 634	357 424 433	11 254 201
Immobilisations en cours (22)	402 935 980	0	402 935 980
23 à 27. AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES DANS L'ÉTAT MEMBRE			
Valeurs mobilières admises en représentation des provisions techniques (autres que les titres de participation) (23)	7 802 883 576	71 101 951	7 731 781 625
Prêts et effets assimilés admis en représentation des provisions techniques (24)	516 978 440	17 092 936	499 885 504
Titre de participation (25)	9 528 476 812	527 306 798	9 001 170 014
Dépôts et cautionnements (26)	3 744 397	0	3 744 397
28. VALEURS IMMOBILISÉES À L'ÉTRANGER			
À déduire : versements à effectuer sur titres non libérés (4 611 à 4 618)	0	-	0
Provision pour dépréciation des immobilisations et titres (192 et 197)	0	-	0
TOTAL DES VALEURS IMMOBILISÉES NETTES	25 583 777 265	6 274 861 290	19 308 915 975
39. PART DES CESSIONNAIRES ET RÉTROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES			
Primes (391, 3 920, 3 940, 3 960, 39 810, 39 820, 39 840, 39 850)	48 236 799	0	48 236 799
Sinistres (3 915, 3925, 3 935, 3 945, 39 815, 39 825, 39 845, 39 855)	5 097 663 452	0	5 097 663 452
TOTAL DE LA PART DES CESSIONNAIRES ET RÉTROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES	5 145 900 251	0	5 145 900 251

ACTIF			
DÉSIGNATION	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENT ET PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	MONTANT NET
4 et 5. VALEURS RÉALISABLES À COURT TERME OU DISPONIBLES			
Comptes courants des cessionnaires ou rétrocessionnaires débiteurs (4000)	409 019 984	0	409 019 984
Comptes courants des cédants et rétrocedants débiteurs (4040)	397 155 220	0	397 155 220
Comptes courants des coassureurs débiteurs (4080)	563 204 727	0	563 204 727
Créances sur les assurés et les agents (41)	4 596 669 549	0	4 596 669 549
Personnel (42)	3 480 904	0	3 480 904
État (43)	377 457 170	0	377 457 170
Actionnaires (44)	0	0	0
Filliales (45)	112 429 139	0	112 429 139
Débiteurs divers (46)	899 216 713	0	899 216 713
Comptes de régularisation (48)	837 579 894	0	837 579 894
Comptes d'attente et à régulariser (49)	0	0	0
Prêts non admis en représentation des provisions techniques (51)	0	0	0
Effets à recevoir (53)	0	0	0
Chèques et coupons à encaisser (54)	0	0	0
Titres de placements divers (55 et moins 195)	0	0	0
Banques et chèques postaux (56)	6 562 210 487	0	6 562 210 487
Caisse (57)	3 949 501	0	3 949 501
TOTAL DES COMPTES DE TIERS ET DES COMPTES FINANCIERS	14 762 373 288	0	14 762 373 288
17. COMPTES AVEC LE SIÈGE SOCIAL (CRÉANCES)			0
87. RÉSULTATS (PERTES DE L'EXERCICE)			0
TOTAL GÉNÉRAL			39 217 189 514
06. Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires			0
08. Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution			0
09. Autres valeurs détenues par l'entreprise			0

PASSIF			
DÉSIGNATION	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENT ET PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	MONTANT NET
10. CAPITAL SOCIAL OU FONDS D'ÉTABLISSEMENT			
Capital social (100)	-	-	2 880 000 000
Capital appelé (1000)	-	2 880 000 000	-
Capital non appelé (1001)		0	-
Fonds d'établissement (101)		-	0
Fonds constitué (1010)		0	-
Part restant à rembourser de l'emprunt (1016)		0	-
Fonds social complémentaire (102)		-	0
11. RÉSERVES			
Primes d'émissions (110)	-	-	0
Réserves statutaires (112)	-	-	522 540 003
Réserves des plus-values nettes à long terme (113)	-	-	0
Réserves provenant de subventions d'équipement (114)	-	-	0
Réserves pour des plus-values réinvesties, à réinvestir et divers (115)	-	-	1 007 040 452
Réserves de renouvellement des immobilisations (116)	-	-	0
Réserves spéciales de réévaluation (118)	-	-	3 200 000 000
Réserves pour cautionnements (119)	-	-	0
12. RÉSERVES RÉGLEMENTÉES			
Réserve pour remboursement de l'emprunt pour fonds d'établissement (130)	-	-	0
Réserve pour fluctuations de changes (134)	-	-	0
13. REPORT À NOUVEAU			262 526 466
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET RÉSERVES	-	-	7 872 106 921
14. SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT REÇUES			0
15. PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES			
Autres provisions pour pertes et charges (15)	-	-	172 154 513
16 ET 18. DETTES À LONG ET MOYEN TERME			

PASSIF			
DÉSIGNATION	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENT ET PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	MONTANT NET
Emprunts et autres dettes à plus d'un an (16)			0
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires et rétrocessionnaires (18)			4 325 190 794
TOTAL DES SUBVENTIONS, PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES ET DETTES À LONG ET MOYEN TERMES			4 497 345 307
31 À 38. PROVISIONS TECHNIQUES			
Primes (310, 320, 340, 350, 3810, 3820, 3840, 3850)		5 690 455 096	-
Sinistres (315, 3250, 3258, 345, 355, 3815, 3825, 3845, 3855)		15 260 352 199	-
Moins : prévisions de recours à encaisser (3259)		0	-
TOTAL DES PROVISIONS TECHNIQUES		-	20 950 807 295
4 ET 5. DETTES À COURT TERME			
Comptes courants des cessionnaires et rétrocessionnaires créditeurs (4001)			1 017 307 666
Comptes courants des cédants et rétrocédants créditeurs (4041)			0
Comptes courants des coassureurs créditeurs (4081)			404 915 006
Comptes des assurés et agents créditeurs (41)			698 900 024
Personnel (42)			39 946 654
État (43)			891 516 843
Actionnaires (44)			1025 619
Filiales (45)			0
Créditeurs divers (4600, 4601, 4603, 4604, 462 à 468)			1 643 960 496
Comptes de régularisation (47)			222 968 930
Comptes d'attente et à régulariser			0
Emprunt à moins d'un an (50)			0
Effets à payer (52)			0
TOTAL DES DETTES À COURT TERME			4 920 541 238
17. COMPTE AVEC LE SIÈGE SOCIAL (DETTE)			0
87. RÉSULTATS (EXCÉDENT AVANT AFFECTATION)			976 388 753
TOTAL GÉNÉRAL			39 217 189 514
06. Engagements de restitution des valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires			0
07. Engagements de restitution de valeurs détenues appartenant à des institutions de prévoyance			0
08. Engagements de restitution des valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution			0
09. Engagements de restitution des autres valeurs détenues appartenant à des tiers			0

État C4 : Engagements réglementés et leur couverture - Dommage

	Provisions pour risques en cours	5 390 377 873		
	Provisions pour sinistres à payer	15 260 352 199		
	Provisions mathématiques			
	Autres provisions techniques			
	Autres engagements réglementés	955 096 760		
TOTAL DES ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS			21 605 826 832	
II. ACTIFS REPRÉSENTATIFS	N° ARTICLE	PRIX D'ACHAT OU DE REVIENT	VALEUR DE RÉALISATION	VALEUR DE COUVERTURE
Obligations et autres valeurs d'État	art. 335.1 1-a)	5 991 088 635	5 991 088 635	5 991 088 635
Obligations des organismes internationaux	art. 335.1 1-b)	-	-	-
Obligations des institutions financières	art. 335.1 1-c)	443 748 197	443 748 197	443 748 197
Autres obligations	art. 335.1 2-a)	295 750 000	295 750 000	295 750 000
Actions cotées	art. 335.1 2-b)	3 213 448 949	3 866 376 766	2 730 893 809
Actions des entreprises d'assurance	art. 335.1 2-c)	3 351 713 163	3 351 713 163	3 351 713 163
Actions et obligations des sociétés commerciales	art. 335.1 2-d)	1 703 064 700	1 703 064 700	1 636 367 468
Actions des sociétés d'investissement	art. 335.1 2-e)	252 981 072	181 879 121	181 879 121
Droits réels immobiliers	art. 335.1 3	4 226 985 736	1 150 863 833	955 901 671
Prêts garantis	art. 335.1 4	0	0	0
Prêts hypothécaires	art. 335.1 5-a)	328 318 107	0	0
Autres prêts	art. 335.1 5-b)	280 000 000	196 000 000	196 000 000
Dépôts en banque	art. 335.1 6	6 172 285 707	6 167 044 604	6 161 520 527
Sous-total 1 : Ensemble des valeurs mobilières et immobilières assimilées		26 259 384 266	23 347 529 019	21 944 862 590
Avances sur contrat des sociétés vie	art 335.2	-	-	0
Recours admis (règlement n°0001/PCMA/CE/SG/CIMA/2003)	art. 3	-	-	0
Primes ou cotis. de moins de trois mois des stés vie	art 335.2	-	-	0
Primes ou cotis. de moins d'un an des stés accident sauf transport	art. 335. 3 alinéa 1	-	-	-
Primes ou cotis. de moins d'un an des branches transports	art. 335. 3 alinéa 2	-	-	-
Créances sur les réassureurs garanties par nantissement	art. 335.5	-	-	0
Autres créances sur les réassureurs pour la branche transport	art. 335.5	-	-	0
Créances sur les cédants	art. 335.6	-	-	0
Sous-total 2 : Ensemble des autres actifs admis en représentation		-	-	0
TOTAL DES ACTIFS ADMIS EN REPRÉSENTATION		-	-	21 944 862 590

État C5 : Liste synthétisée des placements - Dommage

	NUMÉRO ARTICLE	PRIX D'ACHAT OU DE REVIENT	VALEUR DE RÉALISATION	VALEUR DE COUVERTURE
Sous-total obligations et autres valeurs d'État	art. 335.1 1-a)	5 991 088 635	5 991 088 635	5 991 088 635
Sous-total obligations des organismes internationaux	art. 335.1 1-b)	0	0	0
Sous-total obligations des institutions financières	art. 335.1 1-c)	443 748 197	443 748 197	443 748 197
Sous-total autres obligations	art. 335.1 2-a)	295 750 000	295 750 000	295 750 000
Sous-total actions cotées	art. 335.1 2-b)	3 213 448 949	3 866 376 766	2 730 893 809
Sous-total actions d'entreprises d'assurance	art. 335.1 2-c)	3 351 713 163	3 351 713 163	3 351 713 163
Sous-total actions et obligations des sociétés commerciales	art. 335.1 2-d)	1 703 064 700	1 703 064 700	1 636 367 468
Sous-total actions des sociétés d'investissement	art. 335.1 2-e)	252 981 072	181 879 121	181 879 121
Sous-total droits réels immobiliers	art. 335.1 3	4 226 985 736	1 150 863 833	955 901 671
Sous-total prêts garantis	art. 335.1 4	0	0	0
Sous-total prêts hypothécaires	art. 335.15-a)	328 318 107	0	0
Sous-total autres prêts	art. 335.1 5-b)	280 000 000	196 000 000	196 000 000
Sous-total dépôts en banque	art. 335.1 6	6 172 285 707	6 167 044 604	6 161 520 527
TOTAL VALEURS MOBILIÈRES ET IMMOBILIÈRES ASSIMILÉES		26 259 384 266	23 347 529 019	21 944 862 590

État C11 : Calcul de la marge de solvabilité - Dommage

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS (ART. 337-1)	ANNÉE 2016	ANNÉE 2017	ANNÉE 2018
1°) Capital social versé ou fonds d'établissement constitué	1 440 000 000	2 880 000 000	2 880 000 000
2°) La moitié de la fraction non versée du capital ou de la part restant à rembourser pour fonds d'établissement	-	-	-
3°) Emprunt pour fonds social complémentaire	-	-	-
4°) Réserves réglementaires ou libres	3 788 555 240	3 448 555 240	4 783 040 452
5°) Bénéfices reportés et de l'exercice	1 790 755 527	1 362 526 466	691 679 222
6°) Plus-values sur éléments d'actifs	0	0	0
7°) Fonds encaissés provenant de l'émission des titres ou emprunts subordonnés	0	0	0
8°) Droits d'adhésion prélevés sur les nouveaux adhérents des mutuelles	0	0	0
9°) TOTAL (1+2+3+4+5+6+7+8)	7 019 310 767	7 691 081 706	8 354 719 674
10°) Pertes reportées et de l'exercice	0	0	0
11°) Amortissement restant à réaliser sur frais d'établissement et de développement	23 627 408	19 946 250	11 254 201
12°) Amortissement restant à réaliser sur immobilisations incorporelles	0	0	0
13°) TOTAL (10+11+12)	23 627 408	19 946 250	11 254 201
14°) Marge disponible (9-13)	6 995 683 359	7 671 135 456	8 343 465 473
CALCUL RÉGLEMENTAIRE	ANNÉE 2016	ANNÉE 2017	ANNÉE 2018
Méthode des primes (article 337-2-a)			
a) Primes émises nettes d'annulations	12 051 711 152	12 152 199 132	10 009 904 658
b) Charges de sinistre nettes de réassurance	2 188 624 103	3 306 358 552	4 133 527 199
c) Charges de sinistre brutes de réassurance	3 880 522 820	3 256 076 978	4 596 692 886
d) Taux de conservation des sinistres (b/c sup. ou égal à 50 %)	56,40%	101,54%	89,92%
e) Montant de primes retenu (a x 20%)	2 410 342 230	2 430 439 826	2 001 980 932
f) MARGE MINIMALE (e x d)	1 359 438 753	2 467 971 599	1 800 260 065
Méthode des sinistres (article 337-2b)			
g) Charges de sinistres brutes des 3 dernières années	17 282 135 156	16 001 897 659	11 733 292 684
h) Charges de sinistres moyennes (g/3)	5 760 711 719	5 333 965 886	3 911 097 561
i) Taux de conservation des sinistres (b/c sup. ou égal à 50 %)	56,40%	101,54%	89,92%
j) Montant de charges de sinistres retenu (h x 25%)	1 440 177 930	1 333 491 472	977 774 390
k) MARGE MINIMALE (j x i)	912 263 779	1 354 083 752	879 253 223
i) MARGE À RETENIR (SI K>F ALORS K SINON F)	1 359 438 753	2 467 971 599	1 800 260 065
DÉTERMINATION DE LA MARGE			
m) SURPLUS DE MARGE (12-1)	5 636 244 606	5 203 163 857	6 543 205 408
n) DÉFICIT DE MARGE (1-12)	0	0	0

II. RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en conformité avec les dispositions légales, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2018, portant sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SONAR-IARD ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

ÉTATS FINANCIERS SOUMIS À NOTRE AUDIT

Les états financiers soumis à notre audit ont été arrêtés par le Conseil d'administration de votre société et font apparaître des capitaux propres s'élevant à 7 872 millions de FCFA et un bénéfice net de l'exercice de 976 millions de FCFA.

Ces états financiers ont été établis comme l'exercice précédent en application des règles et méthodes édictées par le Code des Assurances et l'OHADA.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION DANS L'ÉTABLISSEMENT ET LA PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

La Direction Générale de la SONAR-IARD est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par le Code des Assurances et l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nos travaux de vérifications ont porté notamment sur :

- l'analyse et l'évaluation des procédures de contrôle interne ;
- la révision des comptes ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

1. Opinion sur les comptes annuels

Les travaux effectués sur les comptes n'ont pas révélé l'existence d'erreurs ou d'anomalies susceptibles d'influencer de manière significative les comptes et états financiers qui vous sont soumis.

En conséquence, nous certifions que les états financiers de la Société SONAR-IARD, arrêtés au 31 décembre 2018, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société.

37 •



SONAR CARGO
Assurance Responsabilité Civile
Contractuelle du Transporteur

2. Vérifications et informations spécifiques

Selon les dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, le commissaire aux comptes vérifie la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

3. Respect des ratios prudentiels de la CIMA

La marge
de solvabilité
est excédentaire de
6 543 205 408 F CFA
au 31/12/18

3.1. MARGE DE SOLVABILITÉ

La marge de solvabilité de la SONAR-IARD au 31 décembre 2018 est excédentaire de 6 543 205 408 F CFA.

Les engagements
sont couverts à
101,57%

3.2. COUVERTURE DES ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Les engagements sont couverts à 101,57%.

Fait à Ouagadougou, le 13 mai 2019
Le Commissaire aux Comptes


BP 1955 Ouagadougou 01
Tél : 25 37 18 93
Rosette C. RIFFARD NACRO

Expert-comptable diplômée d'État
Inscrite au Tableau de l'Ordre National des
Experts-Comptables et Comptables
Agréés du Burkina Faso (ONECCA)
Expert près les Tribunaux de Ouagadougou

III. RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES - établi en application des dispositions des articles 438 et suivants de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions des articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme du traité de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et de Groupements d'Intérêts Économiques (GIE) :

- toute convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints ;
- toute convention entre une société et un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société ;
- toute convention à laquelle un administrateur, un directeur général, un directeur général adjoint ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est indirectement intéressé ou dans laquelle il traite avec la société par personne interposée ;
- toute convention intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs, le directeur général, le directeur général adjoint ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général, directeur général adjoint ou autre dirigeant social de la personne morale contractante, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration qui doit en aviser le Commissaire aux comptes.

39 •

1. Conventions conclues au cours de l'exercice

Nous n'avons pas été informés de la conclusion d'une convention au cours de l'exercice 2018.

2. Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice sous revue

La convention d'assistance technique conclue entre la SONAR-IARD et la SONAR-VIE le 1^{er} janvier 2001 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2018 a produit les effets ci-après :

Convention	Effets produits au cours de l'exercice 2018
Convention d'assistance technique	112 429 139 F CFA

Fait à Ouagadougou, le 13 mai 2019
Le Commissaire aux Comptes

Rosette C. RIFFARD NACRO

Expert-comptable diplômée d'État
Inscrite au Tableau de l'Ordre National
des Experts-Comptables et Comptables
Agréés du Burkina Faso (ONECCA)
Expert près les Tribunaux de Ouagadougou

IV. RÉSOLUTIONS COMPTES EXERCICE 2018

Première Résolution : Approbation des comptes de l'exercice 2018

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD), tenue le 28 mai 2019 à l'Hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice 2018 et du rapport général du Commissaire aux Comptes sur le bilan de cet exercice, approuve les comptes et le bilan dudit exercice tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

En outre, après avoir entendu lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE, l'Assemblée Générale Ordinaire prend acte dudit rapport.

En conséquence, elle donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Deuxième Résolution : Affectation des résultats de l'exercice 2018

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD), tenue le 28 mai 2019 à l'Hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter de la manière suivante les résultats de l'exercice 2018 :

BÉNÉFICE DE L'ANNÉE 2018	976 388 753 F CFA
Dotation à la réserve légale (complément à 20% du capital social qui est de 576 000 000 F CFA)	53 459 997 F CFA
Solde restant	922 928 756 F CFA
Report à nouveau de l'exercice précédent (2017)	262 526 466 F CFA
Bénéfice distribuable	1 185 455 222 F CFA
Dividende brut (1714,5*288000)	493 776 000 F CFA
dont IRCM de 12,5% de dividende brut	61 722 000 F CFA
Dividende net : 1500*288000	432 054 000 F CFA
Solde restant après distribution de dividende	691 679 222 F CFA
Réserve spéciale de plus-value nette à long terme	500 000 000 F CFA
Réserve facultative	100 000 000 F CFA
Report à nouveau	91 679 222 F CFA

Après affectation et distribution, les capitaux propres se présenteront comme dans le tableau ci-après :

Situation des capitaux propres après répartition du bénéfice 2018

CAPITAUX PROPRES APRÈS AFFECTATION DE RÉSULTAT 2018	
Capital social	2 880 000 000
Réserves légales	576 000 000
Réserves facultatives	1 107 040 452
Report à nouveau	91 679 222
Réserve spéciale de plus-value nette à long terme	3 700 000 000
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	8 354 719 674

La valeur de l'action sur la base des capitaux propres après affectation de résultat 2018 se situe à 29 009 FCFA.

Les dividendes seront mis en paiement à partir du mardi 04 juin 2019.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Troisième Résolution : Approbation des comptes consolidés du groupe SONAR de l'exercice 2018

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances-IARD (SONAR-IARD), tenue le 28 mai 2019 à l'Hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration sur les comptes consolidés du Groupe SONAR de l'exercice 2018, comptes certifiés par le Commissaire aux Comptes, approuve lesdits comptes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Quatrième Résolution : Revalorisation des honoraires du Commissaire aux Comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD), tenue le 28 mai 2019 à l'Hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, décide, au regard des nouvelles exigences de la CIMA envers les commissaires aux comptes et de la nécessité pour ces derniers de mettre à jour les compétences de leur personnel par des formations spécifiques en assurances, de revaloriser les honoraires du Commissaire aux Comptes qui passent de quatre millions neuf cent cinquante mille (4 950 000) FCFA HT à neuf millions neuf cent mille (9 900 000 FCFA) HT pour les comptes de SONAR-IARD et de cinq millions cinq cent dix-sept mille (5 517 000) FCFA HT à onze millions trente-quatre mille (11 034 000) FCFA HT en ce qui concerne les comptes consolidés et ce, pour compter du 1^{er} janvier 2019.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Cinquième Résolution : Rémunération des Administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances-IARD (SONAR-IARD), tenue le 28 mai 2019 à l'Hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, décide de porter le montant annuel des rémunérations des Administrateurs pour l'année 2019 à **soixante-douze millions cinq cent soixante-onze mille quatre cent huit (72 571 408) FCFA** prenant en compte les réunions ordinaires et réunions extraordinaires du Conseil d'Administration et des comités spécifiques créés au sein du Conseil pour compter du 1^{er} janvier 2019.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Sixième Résolution : Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances-IARD (SONAR-IARD), tenue le 28 mai 2019 à l'Hôtel SOPATEL SILMANDE - Ouagadougou, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du Procès-Verbal constatant ces délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publication.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



POLITIQUE QUALITE ET ENGAGEMENT DE LA DIRECTION

La **SONAR-IARD**, fidèle à sa noble mission de protection des personnes et des biens, à travers la présentation des opérations d'assurances, entend consolider son leadership au plan national et s'affirmer au plan régional par la certification de son système de management selon la norme **ISO 9001 : 2015**.

Pour cela, dans sa quête permanente de l'excellence, la **SONAR-IARD** a construit une démarche pour soutenir son orientation stratégique autour des axes suivants :

Pm-PST/EN. 06 version 04

- ▶ Satisfaire et fidéliser ses clients en mettant à leur disposition des produits d'assurance parfaitement adaptés à leurs besoins et en respectant toujours ses engagements contractuels en cas de survenance de sinistre ;
- ▶ Améliorer continuellement la qualité de ses services et prestations ;
- ▶ Renforcer sa solidité financière, son équilibre financier, sa rentabilité par une gestion saine et optimisée des primes collectées ;
- ▶ Consolider ses liens de travail avec l'ensemble des partenaires et impulser son développement à l'international ;
- ▶ Promouvoir la satisfaction du capital humain par la motivation, la culture de la performance, la responsabilisation, et le développement des compétences ;
- ▶ Avoir une approche basée sur la maîtrise des risques et opportunités de tous les produits et services proposés par la société afin de garantir l'atteinte et l'amélioration permanente de ses résultats.

Ces axes visent, tout en respectant les exigences légales et réglementaires, à garantir à nos clients et parties intéressées pertinentes, une satisfaction totale. Ils feront l'objet de déclinaison au niveau des processus.

L'outil qualité est un facteur important de succès et un levier d'amélioration continue du service, qui procure un avantage concurrentiel sur le marché des assurances. Aussi, j'appelle chaque collaborateur, quel que soit son niveau de responsabilité, à s'approprier cette démarche qualité et à s'investir pleinement pour la réalisation de notre vision commune.

Pour garantir la réussite totale de cette démarche, je vous invite à vous appuyer sur nos valeurs que sont le leadership, le professionnalisme, la transparence, la responsabilité et la saine émulation.

Je m'engage, sans réserve, à déployer toutes les ressources nécessaires pour la mise en œuvre et le suivi de notre Système de Management de la Qualité.

J'ai mandaté un Responsable Qualité qui me rendra compte de son efficacité et des opportunités d'amélioration. Il s'assurera de la conformité du système de management de la qualité aux exigences de la norme ISO 9001 : 2015.

A cet effet, il sera organisé au moins une fois par an, une revue de direction pour planifier, assurer l'efficacité et l'amélioration continue des performances de notre entreprise.

Fait à Ouagadougou , le 30 Avril 2018

Administrateur Directeur Général

Denis OUEDRAOGO

